

# FRONTS DE GAUCHE À L'HORIZON ?



Photos : Equipes populaires

Les élections de 2014 ont lancé le paquebot fédéral Belgique à droite toute. Même orientation en Flandre. Les régions wallonne et bruxelloise ont conservé un centre-gauche mais leur marge de manoeuvre dans l'Europe de l'austérité reste étriquée. L'opportunité d'une alliance des partis de gauche semble plus pertinente que jamais. Est-elle réalisable ?

Au lendemain des élections de 2014, l'heure du triomphe avait sonné pour la N-VA dans le nord du pays : avec 32,4% des voix, le parti de Bart De Wever s'affichait incontournable et pouvait imposer au gouvernement fédéral de larges pans d'un programme socioéconomique favorable au patronat. En même temps, il prenait les rênes d'une coalition de droite en Flandre, avec l'Open VLD et le CD&V, ces partis ayant respectivement obtenu 15,5% et 18,6% des voix pour le fédéral.

## Les Flamands pas si à droite

Le nord avait donc opté pour un gouvernement libéral voire néolibéral. Quoique. On se souvient que les dernières campagnes électorales ont vu la N-VA mettre en avant ses exigences communautaires plutôt que son programme socioéconomique. C'est une première nuance à prendre en compte. D'autre part, la gauche flamande est loin d'avoir disparu. Marc Swyngedouw, directeur de l'Institut d'enquêtes sociales et politiques de la KUL, observe que « si l'on regarde les transferts de voix lors des dernières élections, il existe bel et bien deux blocs cohérents en Flandre, un à

gauche et un à droite » et il ajoute « les voix de la gauche progressiste représentent un potentiel de 35- 40% »<sup>1</sup>. La gauche est à prendre au sens large ici, depuis l'aile des électeurs « ACW » (MOC flamand) du CD&V jusqu'au PVDA (nom flamand du PTB). Disons en tous cas qu'il y a une sensibilité à une certaine forme d'injustice sociale et un attachement à la sécurité sociale. Kristof Calvo, chef de groupe à la Chambre pour Groen-Ecolo : « Une majorité de Flamands sont en faveur de la Belgique, d'une taxation des grosses fortunes, du maintien de l'index ». Ce qui, soit dit en passant, est très compréhensible : la majorité des Flamands ne sont pas dépositaires de grosses fortunes, en revanche ils travaillent et comptent sur leur salaire.

## Un momentum politique

Mais les décisions du gouvernement Michel contreviennent à ces exigences. Et la population a eu le temps de prendre conscience des effets de ses décisions. Le bourgmestre SP.A gantois Daniël Termont note : « Je ne pense pas qu'en votant le 25 mai 2014, les gens se doutaient du nombre de dégâts que peut provoquer un →

→ *gouvernement de droite* ».

Potentiel de gauche, valeurs sociales-démocrates, déception à l'égard du gouvernement actuel, et constat que les voix de gauche sont dispersées... Autant d'arguments pour relancer l'idée d'un front de gauche en Flandre, d'autant que les partis les plus concernés sont dans l'opposition et peuvent donc y consacrer de l'énergie. Cette idée, Daniël Termont l'a concrétisée dans sa ville en formant en 2012 un cartel avec les écologistes. Aujourd'hui, il en est convaincu, ce serait « *la seule manière de contrer De Wever à Anvers* ». Dans le même but, en février 2015, Kristof Calvo confiait dans une interview pour le Vif son souhait de « *participer à une recomposition du paysage politique flamand* ». Quelques mois plus tard, le SPA, par la voix de Freya Van den Bossche, profitait du 1<sup>er</sup> mai pour appeler à un « *large mouvement de gauche* », dans la perspective des élections communales de 2018, pour commencer. Erreur stratégique ? L'appel a été accueilli plutôt froidement du côté de Groen, estimant que le 1<sup>er</sup> mai n'était pas le jour adéquat pour parler cartels<sup>2</sup>.

### Les écueils

C'est qu'il y a aussi des obstacles non négligeables. Le premier d'entre eux est certainement de s'entendre sur la forme d'un tel front de gauche. Pour Marc Swyngedouw, il s'agit de « *créer un nouveau parti de gauche, avec un nouveau nom* ». Daniël Termont évoque plutôt un cartel, avec une liste de candidats et un programme communs. Ensuite, il y a la question des alliés. Si certains envisagent un rapprochement sur des dossiers concrets qui concernerait aussi le CD&V voire l'Open VLD, d'autres ne voient d'alliance possible qu'en SPA et Groen. Mais même là, il aura des rancoeurs à apaiser : Groen (ex-Agalev) est né de dissidents socialistes ! Et puis les derniers sondages (mai 2016) montrent que les Verts progressent en Flandre : les intentions de votes plus affirmées (11,1%) pourraient modifier la perspective. Car même si la nouvelle génération de politiciens, à laquelle appartient un Kristof Calvo, semble privilégier la recherche d'alliances sur des dossiers concrets plutôt que par les structures, celles-ci ne disparaissent pas pour autant.

En Belgique, et cela vaut pour le Sud comme pour le Nord, le paysage politique est extrêmement structuré et pilonné, ce qui ne laisse pas beaucoup de place pour l'émergence d'un nouveau parti, qu'il soit issu de ce qui pré-existe ou d'un mouvement citoyen. Pascale Vielle, professeure de droit social à l'Ucl, explique : « *Histori-*

*quement, la vie politique et la société se définissent et se structurent selon différentes caractéristiques : néerlandophones/francophones/germanophones ; wallons/flamands/ bruxellois ; chrétiens/laiques ; gauche/droite...* ». En découlent des institutions publiques qui accompagnent les personnes selon leurs appartenances au long de leur vie. Créer du neuf (en politique, en religion...) est périlleux : « *cela suppose, de la part de ceux qui pré-existent d'accepter de céder du pouvoir, de l'influence, des financements, des postes de travail...* ».

Enfin, à l'heure où la communication régit l'existence des partis et des personnalités, le travail de l'ombre, discret et patient, qu'exigerait un rapprochement, semble presque contre-nature. Bref, si le « *momentum* » est favorable, la faisabilité est plus incertaine.

### Une coalition envisageable chez les francophones ?

Pour les partis francophones aussi, la question se pose. Le 24 mai dernier, un débat organisé par la revue *Politique* donnait à Paul Magnette (PS), Philippe Lamberts (Ecolo) et Raoul Hedebouw (PTB) l'occasion d'un échange de vues assez franc et ouvert, afin de dégager les points d'entente et les divergences. Paul Magnette y a résumé un premier point de concordance sur la nécessité d'un débat propre à la gauche : « *Pour l'instant, le curseur culturel n'est plus à gauche. Plus elle débattrait entre elle, plus la gauche peut faire avancer les choses* ». Et Raoul Hedebouw confirme : « *Le premier combat à mener, c'est celui des idées. Beaucoup de choses nous rassemblent face aux idées du MR. Nous devons nous poser ensemble la question de savoir pourquoi on a perdu le rapport de force depuis les années '80* ».

Ecolo est également preneur pour une alliance des forces de gauche autour d'un projet de société plus juste, plus démocratique et plus durable. « *Nous sommes capables de le faire, affirme Philippe Lamberts, en adoptant la stratégie de la tenaille, chère à Ecolo. Si on peut faire une coalition entre nos trois partis, il faut y aller ! Mais le PTB n'en veut pas...* ». Effectivement, Raoul Hedebouw confirme que tant qu'il n'y a pas de remise en cause fondamentale du PS et d'Ecolo sur la politique d'austérité, son parti ne l'envisagera pas. « *C'est la raison pour laquelle la gauche a été laminée en France et en Allemagne, et puisque le PS et Ecolo ont voté en faveur du TSCG<sup>3</sup>, on ne sait pas mener une politique de gauche dans ces conditions* ». Mais sur ce dernier point, les lignes sont cependant susceptibles de bouger, comme nous le verrons plus loin.

## UN AUTRE CLIVAGE

Dans son rôle d'observateur du débat sur la gauche francophone, Olivier De Schutter précise qu'il ne faut pas focaliser le débat uniquement sur le clivage gauche/droite. Pour lui, les signes de défiance sont de plus en plus nombreux et ne sont pas l'apanage de la droite populiste. Un autre clivage se renforce entre les administrants (mandataires politiques) et administrés (citoyens), qui explique en partie les initiatives de gauche telles que *Nuits debout*, ou les propositions de démocratie participative de type « *tirage au sort* ».

## Des convergences...

Quels sont les points de convergence entre les programmes de ces trois partis ? Tous sont d'accord qu'il y a des convergences en termes d'idées communes à défendre. Selon les termes de Paul Magnette, « nous devrions nous mettre d'accord sur un petit nombre de grandes idées ensemble ». Sans toutefois balayer ce qu'il y a de bon dans le système de protection sociale actuel, il faut selon lui un nouveau pacte social qui comprendrait deux changements de taille : l'individualisation des droits et l'instauration d'un contrat de travail unique pour les ouvriers, employés du privé et du secteur public. « Cette mesure créerait un rapport de force beaucoup plus puissant car cela coaliserait, unifierait le mouvement social ».

Philippe Lamberts rajoute que la base de négociation et de financement de la sécurité sociale doit être élargie et qu'il faut fixer ensemble des objectifs sociaux contraignants en matière de lutte contre les inégalités et la pauvreté. Mais Raoul Hedebouw insiste : la réflexion sur un nouveau pacte social est importante mais elle doit continuer à se situer dans le rapport de force capital/travail. « Or, quand on parle des salaires, on parle toujours de compétitivité. La gauche ne doit pas rester enfermée dans ce dogme idéologique car c'est l'essence même de l'Europe : mettre en concurrence les travailleurs entre eux pour augmenter le bénéfice du capital ».

Autres sujets de convergences : la fiscalité qu'il faut également mettre à l'agenda européen, l'impôt sur la fortune et la réduction du temps de travail. « Il faut la mettre sérieusement à l'étude en régions wallonne et bruxelloise, en commençant par l'expérimenter dans les services publics », suggère Raoul Hedebouw.

Les trois hommes se sont aussi entendus pour refuser le TTIP et fustiger le traité budgétaire européen. Mais ce rejet ne se concrétise pas de la même manière : PS et Ecolo ont tout de même voté pour, rappelle Raoul Hedebouw. Philippe Lamberts reconnaît une certaine incohérence d'Ecolo dans les votes aux différents niveaux. Paul Magnette estime qu'il n'y avait guère le choix, mais admet qu'il se sent devenir eurosceptique. Et pour le PTB, il ne peut être question « de faire l'appoint dans une majorité qui soutient la politique d'austérité ».

## ... Et des divergences

Le tempo du combat de gauche et la participation au pouvoir sont clairement des points de



cc-Flickr Solidar Han Soete

divergence entre les trois partis. Pour schématiser leurs interventions, on pourrait dire que PS et Ecolo sont d'accord pour travailler ensemble et de manière combative sur des dossiers qui ne sont pas gagnés d'avance, alors que le PTB ne veut pas se frotter au pouvoir s'il n'est pas certain d'avoir le rapport de force suffisant pour gagner à coup sûr. Pour Raoul Hedebouw, « la question fondamentale est celle d'une reconquête idéologique, même si ça peut encore prendre 10 ou 15 ans. On n'ira pas dans une majorité qui reste dans le cadre de l'austérité. Car si les gens sont déçus par la gauche, ils iront encore plus vers l'extrême droite ». Pour Paul Magnette, c'est trop long : « On ne peut pas attendre que le rapport de force change pour arracher des victoires, même petites ». Pour le PS, il s'agit de peser où c'est possible. Mais que pèse-t-on dans un cadre hégémonique néolibéral ? Magnette ne pose-t-il pas la question en affichant un euroscepticisme grimant ? Comme le dit Pascale Vielle : « L'euro-scepticisme de gauche repose sur le constat de l'impossibilité de mener un projet de gauche dans le cadre institutionnel et budgétaire actuel. Il s'accompagne en général d'une volonté de reconstruire un projet européen différent ».

Les points de convergence sont nombreux, mais le tempo et la stratégie pour les faire aboutir sont loin d'être harmonieux. Le débat amorcé est salutaire, s'il ne s'arrête pas en chemin et ne se limite pas à des perspectives électorales.

Christine Steinbach et Monique Van Dieren

1. Un parti de gauche progressiste pour stopper la N-VA, Olivier Mouton, *Le Vif*, n°7, 13 février 2015.
2. Groen pas pressé de constituer un front de gauche, sur FlandreInfo.be, site français de la VRT, mai 2015.
3. Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'UE.

## ABOLIR LE CAPITALISME ?

A la question sensible de leur volonté d'abolition du capitalisme, la réponse est à la fois claire et nuancée.

Oui pour Raoul Hedebouw : « L'urgence sociale et écologique l'imposent. Je ne crois pas à l'économie de marché, même dans le domaine de la transition énergétique ».

Oui pour Paul Magnette : « Evidemment qu'on est anti-capitaliste quand on est de gauche ! C'est notre élan original et si on le perd, on est foutus. L'abolition du capitalisme doit rester l'horizon de la gauche ».

Oui Mais pour Philippe Lamberts : « Il n'existe pas de société juste et durable dans un modèle capitaliste. Mais il ne faut pas confondre capitalisme et marché : il y a de la place pour une certaine forme de marché. Un capitalisme du Tout au marché ne m'intéresse pas, mais un capitalisme d'Etat non plus ! ».